



Participation de l'UIHJ au séminaire de la Conférence de La Haye pour l'Afrique francophone

La transmission et la signification des actes au cœur des débats du séminaire à La Haye des 27 au 31 août 2007.



Pendant la conférence — During the meeting

Les plus hauts magistrats des juridictions de l'Afrique francophone

C'est à La Haye, au siège de la Conférence de La Haye de droit international privé, que s'est tenu un séminaire judiciaire pour l'Afrique francophone. Placé sous l'égide du Hague Forum for Judicial Expertise, de l'Institut français des Pays-Bas, et de l'Organisation internationale de la francophonie, ce séminaire a rassemblé durant cinq jours la fine fleur de la magistrature des pays ayant en partage l'usage du français.

A cet effet, vingt parmi les plus hauts magistrats de juridictions (cours de cassation, cours suprêmes) venant d'Afrique (Bénin, Burkina Faso, Cameroun, Congo, Côte d'Ivoire, Egypte, Gabon, Guinée, Guinée Bissau, Madagascar, Mali, Maroc, Maurice, Mauritanie, Niger, Rwanda, Sénégal, Tchad, Togo, Tunisie), mais aussi de Belgique, du Canada et de France, s'étaient donnés rendez-vous dans le temple du droit international privé pour traiter de « l'étude des principales conventions de La Haye en matière de protection internationale des enfants, de coopération administrative et judiciaire internationale et de contentieux international ».

Admirablement organisé par tout le bureau de la Conférence de La Haye rassemblé autour du secrétaire général, M. Hans van Loon, et animé par le premier secrétaire, Christophe Bernasconi, ce séminaire s'est révélé riche d'enseignements, notamment avec les contributions particulièrement relevées des différents orateurs.

Le programme très copieux, puisque étalé sur cinq jours, comportait l'examen de neuf conventions insérées dans plusieurs ateliers, centrés sur deux thèmes axiaux : la protection internationale des enfants et la coopération administrative et judiciaire internationale.

Parmi les neuf conventions étudiées, seule celle relative au recouvrement international des aliments envers les enfants et d'autres membres de la famille était à l'état de projet.

Présentation des bienfaits de la Convention du 15 novembre 1965 par l'UIHJ

L'UIHJ, représentée par Jacques Isnard et Leo Netten, avait été invitée à présenter la convention du 15 novembre 1965 relative à la signification et à la notification à l'étranger des actes judiciaires et extrajudiciaires en matière civile ou commerciale. L'objectif recherché était de décrire, sur le plan pratique, les innombrables avantages que confèreraient pour les Etats qui s'en étaient dotés l'adoption de la convention de 1965.

Les bienfaits en sont connus, notamment dans la facilité qu'offre ce texte de pouvoir transmettre directement les actes entre officiers ministériels, fonctionnaires ou autres personnes compétentes, sans passer par le régime principal dit des « entités » (art. 10 b. de la convention), c'est-à-dire en occultant les fastidieux voyages entre ministères, ambassades, service de police, etc.

Ndongo Fall, président de la Cour commune de justice et d'arbitrage de l'Ohada — Chief Justice of the Common Court of Justice and Arbitration of the Ohada



Les statistiques détenues par l'UIHJ démontrent éloquentement en termes de délais de transmission, de certitudes de remise, et d'efficacité, la supériorité de la signification sur tous les autres modes en vigueur.

Dès lors, on comprend mal pourquoi en Afrique, et particulièrement parmi les Etats de ce continent, les autorités répugnent à adhérer à cette convention. En fait, les explications sont inexistantes ! Chacun s'accorde à reconnaître les avantages de cet instrument et chacun convient qu'il ne s'oppose à aucun principe qu'il soit à caractère politique, culturel ou religieux.

Alors, encore une fois, pourquoi ?

Le tour de table organisé avec l'expertise de M. Saâd Moumami (Maroc), Mme Jaouida Guiga (Tunisie), M. Aboudou (Bénin), auxquels finalement devaient se joindre de nombreux interlocuteurs, ne devait pas apporter de réponse clairement définie.

Ce tour de table devait néanmoins largement déborder sur l'exercice de la profession d'huissier de justice et sur leurs activités. Les propos tenus ça et là devaient révéler une grande distorsion des régimes statutaires et des modes d'intervention de nos confrères en Afrique. Mais, de tout cela, les représentants de l'UIHJ en avaient déjà de profondes connaissances.



Perspectives d'adhésion à l'UIHJ pour la Mauritanie et le Rwanda

A l'issue des débats, clôturés par les deux présidents de séance, M. Saliou Aboudou (Bénin) et M. Cheick Dimkinsedo Ouedraogo (Burkina Faso), les présidents Isnard et Netten devaient longuement s'entretenir avec M. Mohamed Ould Hannani, président de la Cour suprême de Mauritanie, et Mme Kayitesi Emily Rusera, juge à la Cour suprême du Rwanda, sur les perspectives d'adhésion des huissiers de justice de ces deux pays à l'UIHJ.

Il n'est pas inutile de relever que, dans ses recommandations, le séminaire devait décider à l'unanimité les grands avantages de la voie de transmission principale et des voies de transmission alternatives offertes par la convention notification et reconnaître l'efficacité particulière de la transmission directe entre officiers ministériels et huissiers de justice (art. 10 b.).

Décidément, comme l'avait déclaré le président Isnard en introduction de sa communication, « *les relations entre la Conférence et l'UIHJ seraient presque à ranger au rayon des idylles car celles-ci se prolongent depuis bientôt 50 ans* » !

La tenue d'une réunion similaire en « *partenariat avec l'UIHJ* » est prévue pour se tenir d'ici deux ans.

Lien vers le rapport de la Conférence de La Haye : http://www.hcch.net/index_fr.php?act=events.details&year=2007&varevent=134



Birene Hamid Abderahim, président de la Cour suprême du Tchad, Tété Kokoé, président de la Cour suprême du Togo – Birene Hamid Abderahim, Chief Justice, Supreme Court of Chad, Tété Kokoé, Chief Justice, Supreme Court of Togo

Participation of the UIHJ in the seminar of the Hague Conference for French-speaking Africa

Transmission and service of documents in the middle of the debates of the seminar in The Hague from 27 to 31 August 2007

High-ranking magistrates of the jurisdictions of French-speaking Africa

It is in The Hague, at the head office of the Hague Conference on Private International Law, that a legal seminar for French-speaking Africa was held. The seminar was placed under the aegis of The Hague Forum for Judicial Expertise, of the Institut français des Pays-Bas and of the Organisation internationale de la Francophonie (OIF). During five days, it brought together the elite of the Judges of the French speaking countries.

For this purpose, twenty among the highest-ranking Chief Justice and judges of the high jurisdictions (Courts of Cassation, Supreme Courts) of French speaking Africa (Benin, Burkina Faso, Cameroon, Congo, Ivory Coast, Egypt, Gabon, Guinea, Guinea Bissau, Madagascar, Mali, Morocco, Mauritius, Mauritania, Niger, Rwanda, Senegal, Chad, Togo, Tunisia), but also from Belgium, Canada and France, convened in the temple of the private international law to discuss *"the benefits of implementing the Hague Conventions on International Child Protection and International Judicial and Administrative Co-operation on the one hand, and, on the other, of promoting the work of the Hague Conference on Private International Law"*.

Admirably organized by the bureau of The Hague Conference centered on the Secretary-General, Mr. Hans van Loon, and animated by the First Secretary, Christophe Bernasconi, the seminar proved to be very enriching, in particular with the

remarkable contributions of the various speakers. The vast program, spread out over five days, included the examination of nine conventions within several workshops, centered on two axial topics: the international child protection and administrative and legal international co-operation.

Among the nine studied conventions, only one relating to the international covering of alimonies towards children and other members of the family was at the level of a project.

Presentation of the benefits of the Convention of November 15, 1965 by the UIHJ

The UIHJ, represented by Jacques Isnard and Leo Netten, had been invited to present the convention of November 15, 1965 on the service abroad of judicial and extra-judicial documents in civil and commercial matters.

The purpose was to describe, on the practical level, the innumerable advantages which the adoption of the 1965 convention would confer to the States.

The benefits are known, in particular when the text offers the possibility to transmit directly and easily the documents between judicial officers, civil servants or other qualified professionals, without using the principal mode known as the *"entités"* (art 10 b. of the convention), i.e. by eliminating the tiresome exchanges between ministries, embassies, police force services, etc.

The statistics held by the UIHJ eloquently show in terms of times of transmission, of certainty of handing-over, and effectiveness, the superiority of the personal service of documents on all the other modes in force.

Consequently, one wonders why in Africa, and particularly among the States of this continent, the authorities feel reluctant to adhere to this conven-



Jacques Isnard, président de l'UIHJ et Augusto Mendes, conseiller à la Cour suprême de Guinée Bissau – Jacques Isnard, President of UIHJ with Augusto Mendes, Justice at the Supreme Court of Guinea-Bissau

tion. In fact, the explanations are non-existent! Everyone one agrees to recognize the advantages of this instrument and admits it is not contradictory to any principle, being political, cultural or religious.

Then, once again, why?

The round table organized with the expertise of Mr. Saâd Moummi (Morocco), Mrs Jaouida Guiga (Tunisia), Mr. Aboudou (Benign), to whom finally were to join many interlocutors, was not to clearly bring a definite answer.

This round table was nevertheless to largely project to the exercise of the occupation of judicial officers and on their activities. The remarks made there and then were to reveal a great distortion of the statutory modes and the modes of intervention of our fellow-members in Africa. But the representatives of the UIHJ already knew about these matters.

Prospects for adhesion of Mauritania and Rwanda to the UIHJ

At the end of the debates, finalized by the two

Chairmen, Mr. Saliou Aboudou (Benin) and Mr. Cheick Dimkinsedo Ouedraogo (Burkina Faso), Presidents Isnard and Netten were lengthily to discuss with Mr. Mohammed Ould Hannani, President of the supreme Court of Mauritania, and Mrs Kayitesi Emily Rusera, Judge at the Supreme Court of Rwanda, on the prospects of adhesion of the judicial officers of these two countries to the UIHJ.

It is not useless to point out that, in its recommendations, the seminar was to unanimously decide the great advantages of the principal transmission mode and the alternative transmission mode offered by the convention and to recognize the particular effectiveness of the direct transmission between members of the legal profession and judicial officers (art 10 b.).

Definitely, as President Isnard had declared in his introduction of his communication, *"the relations*



Mohamed Ould Hannani, président de la Cour suprême de Mauritanie, Saâd Moummi, président de chambre à la Cour suprême du Royaume du Maroc - Mohamed Ould Hannani, Chief Justice, Supreme Court of Mauritania, Saâd Moummi, Justice, Supreme Court of the Kingdom of Morocco

between the Conference and the UIHJ could almost be considered as a romance as they have been going on for nearly 50 years"!

The holding of a similar meeting in "partnership with the UIHJ" is to be held within two years.

Link to the Hague Conference report:
http://www.hcch.net/index_en.php?act=events.details&year=2007&varevent=134



Michel Rispe, chef du Bureau de l'entraide juridique en matière civile et commerciale au ministère de la justice de France, Director of the Office for International Co-operation in Civil and Commercial Matters, Ministry of Justice of France



Diarra Afoussatou Thiero, conseiller à la Cour suprême of Mali, Kayetesi Emily Rusera, conseiller à la Cour suprême du Rwanda, Mohamed Ould Hannani - Diarra Afoussatou Thiero, Justice, Supreme Court of Mali, Kayetesi Emily Rusera, Justice, Supreme Court of Rwanda, Mohamed Ould Hannani